

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°12 2025

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Les prêts des bailleurs étrangers en baisse de 17% durant l'exercice budgétaire en cours ;
- ❖ **Bhoutan** : Le taux de prêts non performants au-dessus du seuil critique dans plusieurs secteurs ;
- ❖ **Inde** : Lancement des négociations sur l'accord commercial bilatéral entre l'Inde et les États-Unis ;
- ❖ **Maldives** : Dépenses en baisse et recettes en hausse au début de l'année ;
- ❖ **Népal** : La croissance du PIB s'inscrit à 5,1% au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2024/25 ;
- ❖ **Pakistan** : Le gouvernement pakistanais et le FMI ont convenu d'un accord au niveau des services (SLA) concernant la 1ère revue du FMI au titre du programme de la Facilité élargie de crédit ;
- ❖ **Sri Lanka** : Le budget 2025 adopté par le Parlement le 21 mars.

À RETENIR

19,8 Mds USD

Les réserves de change brutes de
Bangladesh à la mi-mars

Bangladesh

Les prêts des bailleurs étrangers en baisse de 17% durant l'exercice budgétaire en cours

L'afflux de prêts des bailleurs étrangers au cours des huit premiers mois de l'exercice budgétaire 2024-2025 a reculé de 17 % en glissement annuel, s'établissant à 4,13 Mds USD. Parallèlement, le service de la dette du gouvernement a fortement augmenté, selon les données officielles. Entre juillet et février de l'exercice 2024-25, le Bangladesh a remboursé 2,63 Mds USD de dettes, soit une hausse de 29 % sur un an. En conséquence, le flux net des prêts étrangers a chuté de 49 % sur la même période, pour atteindre 1,5 Md USD.

Ce déclin s'explique en partie par la baisse de la mise en œuvre des projets financés par des prêts étrangers au cours de l'exercice. Entre juillet et février, l'utilisation des fonds étrangers ne représentait qu'un peu plus du quart de l'allocation annuelle prévue dans le programme annuel de développement (ADP), contre un taux d'exécution de 34 % un an plus tôt.

La situation est d'autant plus préoccupante que la collecte des recettes fiscales demeure atone. La collecte des impôts n'aurait progressé que de 1,76 % en glissement annuel sur la période juillet-février 2024-2025, limitant les marges de manœuvre budgétaire du gouvernement.

Les réserves de change toujours autour des 20 Mds USD, contraintes par le règlement des arriérés de paiement

Les réserves brutes, selon la méthodologie du FMI, s'établissaient à 19,8 Mds USD à la mi-mars, contre 20,9 Mds USD fin février et 20,0 Mds fin janvier. Si le pays peut compter sur de meilleurs afflux de devises ces derniers mois, en grande partie grâce aux transferts de fonds des expatriés et aux exportations de bien, il doit encore faire face à d'importantes sorties liées aux engagements financiers accumulés au fil des ans.

Les paiements en retard sur les lettres de crédit (LC) étrangères ont fortement diminué, passant de 445 M USD à 105 M USD entre novembre 2024 et février 2025, soit une baisse de plus de 76 %. Le service de la dette publique a nettement augmenté (voir ci-dessus) et par ailleurs, les paiements pour les importations gouvernementales, notamment d'engrais, de carburant et d'énergie, ont fortement augmenté ces derniers mois. Le pays aurait ainsi réglé des commandes s'élevant à 5,33 Mds USD en novembre, 6,12 Mds USD en décembre et 5,93 Mds USD en janvier. Pour rappel, les transferts de fonds des expatriés ont représenté près de 2,53 Mds USD en février, soit le quatrième plus grand volume mensuel d'envois de fonds de l'histoire du pays (le record ayant été atteint en décembre 2024 avec 2,64 Mds USD).

L'industrie manufacturière au Bangladesh a connu une croissance soutenue en 2024

Selon les données officielles, l'indice de production des grandes entreprises manufacturières du Bangladesh a enregistré une croissance de plus de 10 % en glissement annuel en 2024. Ces

grandes entreprises industrielles représenteraient plus de 11% du PIB bangladais, constituant un indicateur important de la performance industrielle du pays.

Sur les 23 sous-secteurs manufacturiers, 14 ont affiché une croissance notable, notamment les machines et équipements (+29 %), les boissons (+21 %) et surtout le prêt-à-porter (+17 %), qui représente 61 % de l'indice manufacturier. En revanche, sept sous-secteurs ont enregistré des baisses, notamment le tabac, le textile, le cuir, la chimie et l'informatique.

Cette dynamique de croissance est en phase avec l'indice des directeurs d'achat (PMI), qui a atteint 61,7 en décembre 2024, signalant une hausse de l'activité manufacturière. Pour rappel, le PMI est un indicateur composite de l'activité manufacturière qui oscille entre 0 et 100. Lorsqu'il est supérieur à 50, il signale une expansion de l'activité industrielle par rapport au mois précédent.

Un sommet de l'Investissement sera organisé à Dhaka en avril 2025

L'autorité pour le développement des investissements du Bangladesh (BIDA) organisera un sommet de l'Investissement entre le 7 et 10 avril 2025. Le Conseiller en chef du gouvernement intérimaire, le Professeur Muhammad Yunus, inaugurera officiellement le sommet qui a pour objectif d'offrir une plateforme aux investisseurs internationaux pour échanger sur le potentiel du Bangladesh.

Le sommet mettra l'accent sur cinq secteurs prioritaires pour les investissements étrangers : l'industrie pharmaceutique et de la santé, les énergies renouvelables, le textile, le numérique et l'agriculture. L'Union européenne organisera notamment une session autour des énergies renouvelables.

Selon les organisateurs, le sommet devrait attirer plus de 2 300 participants provenant de 50 pays, dont plus de 550 investisseurs étrangers. Les principaux pays participants incluent la Chine, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Inde, Singapour et le Japon.

Par ailleurs, le géant américain des télécommunications Starlink fournira une connexion Internet en direct pour la cérémonie d'ouverture, marquant ainsi le lancement de sa phase d'essai au Bangladesh.

Bhoutan

Le taux de prêts non performants au-dessus du seuil critique dans plusieurs secteurs

Le portefeuille de prêts non performants (PNP) excède le seuil critique de 5% dans quatre secteurs clés – agriculture, commerce, transport et construction. En novembre 2024, le secteur du transport présente le taux de PNP le plus élevé (13,11%), suivi de l'agriculture et de l'élevage (11,01%), du commerce (7,07%) et de la construction (6,92%). Les économistes attribuent ces taux élevés de créances douteuses à une insuffisance de débouchés et à une pénurie de main-d'œuvre, facteurs ayant particulièrement pesé sur le secteur agricole. Le secteur des transports, quant à lui, a subi un choc lié à la baisse des exportations de blocs de roche et à l'absence de contrats de transport gouvernementaux.

Pour mémoire, en juin 2024, l'Autorité monétaire royale (RMA) avait imposé aux établissements financiers de se conformer à de nouvelles normes prudentielles. Ainsi, les institutions ayant déjà une exposition sectorielle supérieure à 30% doivent appliquer une pondération de risque de

150 % à tout nouveau crédit dans ce secteur, afin de maîtriser les risques systémiques liés à une concentration excessive.

Le ministère des Finances signale une augmentation des PNP dans les secteurs des prêts personnels et de la fabrication. En novembre 2024, les prêts personnels affichaient 5,9 MUSD de PNP pour un encours total de 211,87 MUSD, tandis que le secteur manufacturier enregistrait 11,6 MUSD de PNP sur un encours de 380,8 MUSD. Ces taux de PNP représentent un risque substantiel pour la qualité des actifs du système bancaire dans son ensemble.

Inde

Lancement des négociations sur l'accord commercial bilatéral entre l'Inde et les États-Unis

Brendan Lynch, représentant adjoint américain au commerce pour l'Asie du Sud et centrale, est en visite en Inde du mardi 25 au samedi 29 mars, accompagné d'une délégation de l'administration américaine. Cette visite s'inscrit dans le cadre des négociations officielles du "India-US Fast Track Mechanism", visant à définir les contours de la première phase de l'accord commercial bilatéral (BTA) qui cible un montant d'échange de 500 Mds USD d'ici 2030.

L'objectif principal est de finaliser le calendrier des négociations et les termes de référence de l'accord, avec un accent particulier sur l'élargissement de l'accès aux marchés, la réduction des droits de douane et des barrières non tarifaires, ainsi que le renforcement de l'intégration des chaînes d'approvisionnement.

En amont de cette visite, la ministre des Finances indienne a annoncé, le lundi 24 mars, 59 amendements au projet de loi de finances, incluant notamment une réduction de la "taxe Google" de 6 %. Cette mesure vise à apaiser Washington, alors que le président Donald Trump a menacé d'imposer des droits de douane de rétorsion aux pays taxant les entreprises technologiques américaines à partir du 2 avril. Le gouvernement indien a également proposé des amendements pour assouplir les règles encadrant les gestionnaires de fonds offshore, facilitant ainsi l'investissement de grands groupes américains comme BlackRock et Vanguard.

Dans le cadre des négociations, l'Inde envisage de réorienter une partie de ses importations vers les États-Unis, afin de réduire son excédent commercial avec Washington. De plus, New Delhi serait prête à réduire les droits de douane sur 55 % des importations américaines – représentant 23 Mds USD d'échanges – actuellement taxées entre 5 et 30 %. Cette concession vise à préserver les exportations indiennes vers les États-Unis, qui atteignent 66 Mds USD et représentent 87 % des exportations du pays exposées aux tarifs douaniers réciproques.

L'Inde a proposé de réduire les droits de douane sur certaines importations agricoles en provenance des États-Unis, notamment les amandes, les cranberry, les noix et le bourbon. Cependant, des résistances subsistent concernant la réduction des tarifs sur les produits laitiers, le riz, le blé et le maïs. En parallèle, l'Inde cherche à obtenir un meilleur accès au marché américain pour des produits tels que les grenades, les raisins et le riz et a demandé un assouplissement concernant les normes sanitaires, qui demeurent un obstacle à l'exportation.

Parallèlement aux discussions bilatérales, la politique commerciale "America First" de Donald Trump continue de peser sur les échanges internationaux. Le président américain a annoncé une taxe de 25 % sur les importations de pétrole vénézuélien, appliquée à tout pays poursuivant ces achats. Cette mesure, qui entrera en vigueur le 2 avril, pourrait avoir un impact majeur sur l'Inde, l'un des principaux acheteurs de pétrole vénézuélien, avec 22 millions de barils importés en 2024. En janvier, New Delhi a acheté 254 000 barils par jour, soit près de la moitié des exportations totales du Venezuela. Suite à cette annonce, Reliance Industries Ltd. a suspendu ses achats de brut vénézuélien. Donald Trump a également annoncé une taxe de 25 % sur les importations automobiles, visant à stimuler la production nationale. Cette mesure devrait générer 100 Mds USD de revenus annuels pour les États-Unis et aura un impact significatif sur l'industrie automobile en Inde, les États-Unis représentant 15 % des exportations des véhicules en Inde.

À l'issue de la visite américaine et des négociations, il restera à déterminer dans quelle mesure l'Inde a réussi à trouver un compromis avec Washington face à ces nouvelles restrictions commerciales.

Repli des dépôts des Indiens non-résidents

Entre octobre 2024 et janvier 2025, la diaspora indienne a retiré 1,5 Md USD de plus qu'elle n'a investi dans les dépôts bancaires locaux, malgré une dépréciation de 3,3 % de la roupie sur cette période. Les dépôts des Indiens non-résidents (NRI) ont reculé, passant de 162,7 Mds USD fin octobre 2024 à 161,2 Mds USD fin janvier 2025. Les nouveaux afflux de capitaux au cours de cette période sont tombés à 2,4 Mds USD, contre 11,9 Mds USD au cours des sept premiers mois de l'exercice budgétaire.

Cette baisse s'explique en partie par le ralentissement du marché de l'emploi à l'étranger, notamment dans les pays du Golfe, où la chute des prix du pétrole a affecté les revenus. En effet, au 27 mars 2025, le Brent s'échangeait à 72,90 dollars, contre 82,83 dollars au 1er janvier. Par ailleurs, les incertitudes économiques mondiales et les tensions commerciales poussent les investisseurs à davantage de prudence.

Les retraits ont principalement concerné les comptes en roupies externes non-résidents (NRE-RA), avec une sortie nette de 2,4 Mds USD. Ces comptes, qui représentent environ 60 % des dépôts NRI, sont généralement privilégiés en période de dépréciation de la roupie en raison d'un taux de conversion plus avantageux. Leur encours s'élevait à 98,5 Mds USD fin janvier.

La Banque centrale indienne assoupli le plafond d'investissement pour les investisseurs

La Reserve Bank of India (RBI) prévoit de doubler le plafond d'investissement pour les investisseurs étrangers individuels dans les entreprises cotées, le faisant passer de 5 % à 10 %, afin de stimuler les flux de capitaux.

Cette initiative intervient alors que les investisseurs de portefeuille étrangers (FPI) ont retiré plus de 28 Mds USD des actions indiennes depuis le record atteint par le NSE Nifty 50 en septembre, en raison de bénéfices médiocres, de valorisations élevées et de la perspective des tarifs douaniers américains.

Pour encourager l'investissement étranger, l'Inde élargit à tous les investisseurs étrangers des avantages auparavant réservés aux Indiens de l'étranger et augmente les limites d'investissement applicables. Pour rappel, l'investissement direct étranger (IDE) net en Inde – entrées moins sorties – est tombé à 0,5 Md USD entre avril et novembre 2024, contre 8,5 Mds USD sur la même période en 2023. Cette baisse reflète l'augmentation des rapatriements de capitaux et des investissements à l'étranger par les entreprises indiennes.

En outre, la RBI envisage d'augmenter le plafond de détention combinée pour tous les investisseurs étrangers individuels dans une entreprise cotée en Inde, le faisant passer de 10 % à 24 %. Ces plans sont actuellement en phase finale de discussion entre le gouvernement, la RBI et le Securities and Exchange Board of India (SEBI).

Maldives

Dépenses en baisse et recettes en hausse au début de l'année

Les Maldives enregistrent un excédent budgétaire depuis le début de l'année, avec des recettes du 1^{er} janvier au 13 mars qui ont atteint 7893,6 MMVR (505,8 MUSD) et des dépenses de 6546,8 MMVR (421,5 MUSD) alors que le budget dégageait un déficit sur la période équivalente de 2024.

Népal

La croissance du PIB s'inscrit à 5,1% au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2024/25

Les chiffres du Bureau national des statistiques indiquent que sur le deuxième trimestre de l'exercice budgétaire 2024/25, le PIB a progressé de 5,1%. Le transport, la construction, l'agriculture, la production et la distribution d'électricité ainsi que la finance ont constitué les principaux moteurs de cette dynamique, avec une valeur brute ajoutée de 14,2% pour le transport et de 9,5% pour le secteur minier. À l'inverse, l'électricité et le gaz (-4,8%) ainsi que le logement et les services de restauration (-2,7%) affichent une contraction. Par ailleurs, des secteurs comme le commerce (6,1%) et l'information-technologie (4,9%) enregistrent des croissances soutenues, tandis que l'agriculture, pilier de l'économie nationale, progresse à un rythme plus lent (3,2%), malgré des améliorations dans la production de riz et d'autres produits agroalimentaires.

Opération de resserrement de liquidité par la Banque centrale népalaise

La Nepal Rastra Bank (NRB) procède à une opération de resserrement monétaire visant à retirer 20 Mds NPR, soit près de 154 MUSD du système bancaire. Dans le cadre de cette opération, la banque lance un appel d'offres assorti d'une collecte de dépôts sur une période de 21 jours afin d'absorber des liquidités, tout en maintenant des facilités de dépôts permanentes.

La Banque mondiale estime que la croissance à long terme avoisinerait les 4%

Selon le dernier rapport de la Banque mondiale, la croissance potentielle du PIB réel se situerait autour de 4% sur le long terme. Le 16ème plan quinquennal (2024/25 – 2028/29) prévoit toutefois un taux de croissance annuel moyen du PIB réel de 7,1% d'ici 2029, un objectif nettement supérieur aux moyennes historiques. Historiquement, le développement économique du Népal depuis 1996 s'est décliné en trois phases distinctes. La période de conflit (1996-2006) a perturbé l'économie et entraîné une migration de la main-d'œuvre. La période post-conflit (2007-2014), malgré un accord de paix, a été marquée par une instabilité politique. Enfin, la période de 2015 à 2023 a été affectée par des chocs répétés (séisme, blocus, glissement de terrain, pandémie) aggravés par une instabilité politique persistante, entravant ainsi une croissance économique soutenue.

Par ailleurs, le rapport estime que si le Népal parvient à dépasser les projections de référence et à maintenir un rythme de croissance soutenu, le PIB par habitant progresserait davantage, réduisant ainsi l'écart de revenu avec les pays comparables. En revanche, si la croissance se maintient à des niveaux historiques, le revenu par habitant du Népal ne représenterait que 65% de celui de ses pairs structurels et moins d'un tiers de celui de ses pairs les plus dynamiques à l'horizon 2050.

Pakistan

Le gouvernement pakistanais et le FMI ont convenu d'un accord au niveau des services (SLA) concernant la 1ère revue du FMI au titre du programme de la Facilité élargie de crédit

La mission du FMI indique dans un communiqué de presse qu'elle considère que les gouvernements pakistanais (le gouvernement d'Intérim de Anwaar-ul-Haq Kakar - aout 2023, mars 24- et le gouvernement de M. Shehbaz Sharif depuis mars 2024) ont effectué au cours des 18 derniers mois d'importants progrès dans la restauration de la stabilité macroéconomique et du rétablissement de la confiance. Alors que la croissance économique demeure modérée (croissance annuelle estimée à 3% cette année budgétaire par le FMI), l'inflation (-1,5 % en g.a.) a diminué pour atteindre son niveau le plus bas depuis 2015, les conditions financières se sont améliorées, les écarts de taux souverains se sont considérablement resserrés et le solde extérieur est plus contenu.

Le communiqué du FMI (Pakistan : End-of-Mission Statement on the First Review for the 37-month Extended Arrangement under the Extended Fund Facility (EFF) and on discussions for an Arrangement under the Resilience and Sustainability Facility (RSF) met l'accent sur « le risque de dérapages » qui pourraient être tout d'abord liés à des pressions visant à assouplir les politiques (notamment fiscales). Des chocs d'origine géopolitiques pourraient également impacter les prix des produits de base, les conditions financières mondiales ou entraîner un protectionnisme qui pourrait affecter le pays. Le FMI invite le gouvernement à maintenir le cap et d'ancrer les progrès réalisés au cours des derniers mois en renforçant encore les finances publiques, en assurant la stabilité des prix, en reconstituant les réserves extérieures et en éliminant les distorsions afin de favoriser une croissance plus forte, inclusive et soutenue du secteur privé.

Le FMI appelle au maintien des efforts de l'Etat pakistanais dans quatre directions principales

1- Assainissement budgétaire.

Le FMI considère (i) que les autorités pakistanaises sont sur la bonne voie pour atteindre un excédent primaire sous-jacent d'au moins 1 % du PIB pour l'exercice budgétaire 2025 et (ii) qu'elles se sont engagées à poursuivre l'assainissement du pays pendant l'exercice budgétaire 2026. Le FMI se félicite du fait que le gouvernement ait préservé le Programme de soutien du revenu de Benazir (BISP) pour les plus pauvres sans en augmenter le poids budgétaire et que le gouvernement se soit engagé à baisser le coût budgétaire de la dette circulaire de l'électricité.

Le FMI reconnaît les efforts effectués pour élargir l'assiette fiscale et il prend acte du fait que les quatre provinces ont modifié leurs régimes d'impôt sur le revenu agricole, il en souhaite la mise en œuvre efficace au cours de l'année budgétaire 2025-2026. Le FMI constate que les autorités pakistanaises demeurent également déterminées à améliorer la gestion des finances publiques, à assurer la transparence des dépenses par le biais du système électronique pakistanais d'acquisition et de cession (e-PAS) et à développer des outils pour mieux gérer la dette.

2- Politique monétaire.

Le FMI considère que l'impact des récentes baisses de taux de la Banque centrale (12%) sur l'investissement industriel n'est pas effectif à ce stade. Le FMI prend note du succès de la baisse de l'inflation (1,5% en g.a.) et considère que la cible annuelle de l'inflation ne doit pas dépasser les 5 à 7%. Le FMI retient de sa mission que le marché des changes est désormais pleinement fonctionnel pour soutenir la flexibilité du taux de change tout en reconstruisant les réserves de change (le FOREX est à 11,25 Mds USD en mars, un peu en dessous de 3 mois d'importations).

3- Réformes dans le secteur de l'énergie.

La mise en œuvre rapide par les autorités des ajustements tarifaires pour l'électricité et le gaz, ainsi que l'impact des réformes, ont contribué à réduire le stock et le flux de la dette circulaire du secteur, et, le FMI considère que ces deux sujets doivent rester prioritaires. Pour le FMI, il est nécessaire (i) de continuer à baisser les coûts de production et de transport (le réseau de

transport devant être renforcé) ; (ii) de privatiser des entreprises de production inefficaces et (iii) d'accroître les énergies renouvelables dans l'energy-mix.

4- (autres) Réformes structurelles pour rendre l'économie plus efficace.

Cette dernière recommandation du FMI est composée d'éléments disparates visant l'amélioration de l'environnement des affaires. Il s'agit clairement du domaine où peu d'avancées ont été constatées à ce stade.

Il convient pour le FMI que (i) l'Etat mette en œuvre un cadre de gouvernance commun à toutes les entreprises publiques ; (ii) le Fonds souverain pakistanais soit mis en place ; (iii) que la lutte contre la corruption soit améliorée ; (iv) les obstacles au commerce soient réduits ; (v) les conditions équitables entre les investisseurs étrangers et les investisseurs domestiques soient favorisées.

Engagement sur un nouveau programme de 28 mois du FMI d'une valeur de 1,3 Md USD concernant la « Facilité de résilience et de durabilité (acronyme RSF en anglais) »

Les services du FMI indiquent que le programme du « RSF » servira à intensifier les efforts de réforme climatique pour réduire la vulnérabilité aux risques de catastrophes naturelles et renforcer la résilience climatique. Fondamentalement, les experts du FMI auront pour première priorité d'améliorer la planification budgétaire verte et d'intégrer des investissements verts essentiels.

Afin d'obtenir le soutien du programme RSF du FMI, les autorités pakistanaises se sont engagées à :

- (i) renforcer les processus d'investissements publics afin de prioriser au niveau du budget les projets qui améliorent la résilience aux catastrophes ;
- (ii) améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau, une politique inclusive de consommation de l'eau à toutes les catégories de la société, mettre en œuvre un mécanisme de tarification solide et durable dans ce secteur ;
- (iii) renforcer la coordination intergouvernementale en matière de financement post-catastrophes ;
- (iv) améliorer l'architecture d'informations (notamment en matière de communication sur les risques liés au climat financier et corporatif) ;
- (v) promouvoir la mobilité verte afin d'atténuer les effets importants de la pollution atmosphérique et de ses impacts négatifs sur la santé.

La 1ère revue du FMI et le programme du RSF ne seront présentés au Conseil d'administration qu'en juin prochain et sous conditions budgétaires

Le gouvernement pakistanais et l'équipe du FMI ont convenu que le « SLA » et le « RSF » ne seront présentés au conseil d'administration du FMI qu'après la présentation de la Loi de

finances en début juin prochain. Comme il l'a fait par le passé, le FMI amènera peut-être l'assemblée nationale à revoir sa copie après une première lecture. Le ministre des Finances a à ce propos indiqué qu'une équipe d'experts budgétaires arriveront prochainement à Islamabad pour conseiller le gouvernement dans la mise sur pied de sa loi de finances.

L'agence fédérale de collecte des impôts (Federal Board of Revenue - FBR) reconnaît qu'elle n'est pas arrivée à intégrer tous les commerçants du pays dans son système

Le recensement (au travers du programme « Tajir Dost ») et l'intégration de tous les commerçants du pays n'a pas tenu ses promesses. Seulement 70 000 commerçants ont été enregistrés. Les 150 000 commerçants qui ne sont pas enregistrés n'ont pas été sanctionnés, malgré l'existence d'un service de renseignements par rapport aux contrevenants au sein de l'agence et malgré les amendes prévues dans le programme pour ces entreprises.

Le directeur général du FBR considère que cet échec est dû aux défaillances du système informatique du programme « Tajir Dost », il envisage de mettre sur pied un nouveau système d'enregistrement pour les commerçants et les grossistes.

M. Muhammad Naeem Mir, coordinateur en chef du programme « Tajir Dost » au sein du FBR affirme en revanche qu'aucun nouveau système n'est nécessaire, étant donné que le programme a dument identifié les contrevenants. Pour le coordinateur, il convient de prendre ses responsabilités et de poursuivre les personnes qui ont refusé de s'inscrire dans le système « Tajir Dost » et de leur faire payer 2,5 fois plus d'impôts que les entreprises inscrites, comme défini dans le cadre de la loi.

L'indice d'activité de la grande industrie a reculé de 1,8 % au cours des sept premiers mois de l'année budgétaire

L'indice d'activité des grandes industries (LSM) pakistanais pour le seul mois de janvier 2025 a affiché une baisse de 1,2% - il s'agit de son troisième recul mensuel consécutif constaté depuis novembre 2024. La croissance de la grande industrie pakistanaise des sept premiers mois de 2024/2025 est la plus faible depuis l'année 2020/2021. La grande production industrielle s'est contractée au cours de huit des dix derniers trimestres, reflétant un ralentissement prolongé.

Sri Lanka

Le budget 2025 adopté par le Parlement le 21 mars

Le premier budget du gouvernement du président Anura Kumara Disanayake, a été adopté en 3^{ème} lecture avec 159 voix pour et 45 contre. Il vise à stimuler la croissance économique pour atteindre 5% (cf. brèves semaine 8).

Plusieurs entreprises publiques en difficulté

Lors de la dernière journée du débat sur le budget 2025, le Président a listé les entreprises publiques fonctionnant à perte et fortement endettées ; il a cité Sri Lanka Rupavahini Corporation (télévision publique), qui a enregistré des pertes de 256 MLKR en 2024 et dont l'endettement atteint 1 834 MLKR, Sri Lanka Broadcasting Corporation, qui accuse des pertes de 152 MLKR et une dette de 1 603 MLKR, Independent Television Network, dont la dette atteint 1 476 MLKR, Lanka Sugar Company, qui est endettée à hauteur de 11 165 MLKR, State Plantation Corporation, dont la dette s'élève à 3 216 MLKR, Milco (Pvt) Ltd (entreprise laitière), avec une dette de 15 090 MLKR et SriLankan Airlines, dont la dette atteignait 340 Mds LKR fin 2024.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Négative	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC+	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtrésor.gouv.fr